

3.0. Éléments généraux pour une meilleure compréhension de l'économie

3.1. L'évolution d'un pays, dans le domaine économique et social

Un pays, quel qu'il soit, commence par être, au plan économique, un pays émergent qui, quand il aura enfin émergé à l'abri de la guerre menée par les autres pays (territorialement parlant) que le sien (soit pour des raisons d'éloignement territorial du champ de bataille, soit pour des raisons de neutralité politique), dominera les autres nations, sur le plan économique d'abord, sur le plan financier ensuite.

Car la loi, en ce domaine, est ainsi faite que l'épargne nationale gagnée sur le dos, soit d'une classe salariée qui n'est point éloignée, dans les pays émergents, du minimum vital, soit d'un apport extérieur se traduisant par l'installation de nouvelles entreprises sur le territoire du pays concerné, cette épargne-là est investie dans la croissance ainsi que dans la modernisation de son appareil productif.

Au point que le pays concerné va devenir une grande nation sur le plan industriel. Et aussi, cela va de soi, une nation qui va en imposer aux autres, non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan politique (à l'exemple de la Grande Bretagne au XIXe siècle, et des États-Unis au XXe siècle).

Mais chaque médaille a son revers.

Mais commençons par le commencement.

Du côté pile de la pièce, tel pays va prospérer après s'être libéré de la mainmise, sur son territoire, des nations étrangères et des impôts, prélevés par elles, sur le commerce qu'elles-mêmes entretiendront avec leurs propres colonies.

Dans le cas des États-Unis, ces nations-là étaient représentées, à l'époque de l'Indépendance américaine, par une maison mère qui n'était rien d'autre que l'Angleterre du XVIIIe siècle.

Or celle-ci, en voulant ponctionner, par l'impôt, une partie des profits que les entreprises et les commerçants américains faisaient, grâce au développement de leurs propres affaires (notamment avec la Grande Bretagne), poussa les colons américains (tous Anglais, au départ) à s'affranchir d'une relation qui les mettait dans une situation d'obligés envers cette maison mère qui, à travers sa royauté, ne cessait de regarder l'Amérique comme une partie intégrante de son territoire (et donc, aussi, comme un pays dont les ressortissants étaient soumis à ses taxes ou à ses impôts).

Que ces mêmes colons américains, une fois l'Indépendance obtenue (avec l'appui d'un certain Lafayette), fissent travailler, ensuite, des esclaves venus d'Afrique, sur leurs propres terres, la question n'est pas là.

Car ce schéma n'est pas le bon schéma lorsqu'il s'agit de comprendre pourquoi les États-Unis d'Amérique devinrent, avec le temps, la première puissance du monde.

Ils devinrent cela car des gens installés dans la Nouvelle Angleterre développèrent, aussi bien la démocratie que l'esprit d'entreprise, sur des terres nouvelles qui, en étant habitées, au départ, par les Indiens, obligèrent les Yankees à parquer ces mêmes Indiens dans les réserves, après leur avoir « piqué » leurs terres par la force, et poser, dessus, du bétail, et, à l'intérieur, des semences destinées à l'agriculture.

Tout cela pour dire que l'enrichissement des uns a souvent eu, pour corollaire, dans l'Histoire, l'appauvrissement des autres, et notamment quand des colons désirèrent s'installer sur des terres qui étaient déjà habituées.

Toujours est-il - et c'est cela que nous voudrions souligner ici, et qui fait le fond de la thèse d'un certain Max Weber - que le capitalisme reposa, durant sa naissance en tant que mouvement doté d'une personnalité propre, sur le protestantisme en religion, et sur l'épargne en économie, autrement dit sur la création de surplus qui, une fois réinvestis dans la croissance, permettront à un pays de se développer et à ses habitants de se multiplier.

Encore une fois, on ne va pas parler, ici (puisque la chose mériterait un livre tout entier, qui a d'ailleurs déjà été écrit maintes fois par les historiens qui se sont penchés sur ces questions), des effets négatifs d'un pareil développement sur la population indienne des deux Amériques. Puisqu'il est évident que celle-ci, ou bien devint l'esclave des nouveaux colons (que ce soit dans les Amériques centrale et du sud), ou bien une race qui perdit son orgueil et se dégénéra au contact des Blancs, chose prouvée par le fait que quantité des jeunes Indiens (depuis les Inuits installés près du Pôle arctique, jusqu'aux tribus indiennes situées près de l'Antarctique) sombreront dans la drogue, l'alcoolisme ou la dépression, et ce uniquement parce qu'eux ou leurs ancêtres devinrent des gens déracinés - en raison, ici, de leur propre acculturation - sur leurs propres terres, suite à la confiscation, par la force, de ces mêmes terres, par les Blancs, ou suite à la séparation forcée des enfants indiens d'avec leurs parents, au motif qu'ils étaient censés recevoir la même éducation que les petits Blancs, afin de s'intégrer à la nouvelle société dominée par les Blancs.

Mais le fait est que l'on ne peut pas expliquer la montée du capitalisme par ce phénomène-là, puisque celui-ci a eu lieu à toutes les époques de l'Histoire, alors que le capitalisme, par comparaison, est une affaire finalement assez récente.

Et comme nous partageons, quant à nous, la thèse de Weber, nous postulons, ici, que ce capitalisme va se développer grâce à l'épargne et à son réinvestissement dans la croissance, et ce aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie - étant précisé que cette même industrie va produire non seulement des biens, mais également, avec le temps, une classe prolétarienne que l'on ne rencontrera nullement chez ces Yankees qui, comme fermiers, s'installèrent dans le Grand

Ouest, puisque ceux-là, au lieu de travailler en usine, avec leur semblables, vivront dans un ranch entouré de terres convoitées par d'autres Yankees, ou par les Indiens eux-mêmes situés dans les collines environnantes, toutes les fois que ceux-ci auront été dépossédés, non comme cultivateurs, mais comme nomades au tempérament de chasseurs de terres sur lesquelles ils avaient l'habitude de se déplacer, jusque là, aux différentes époques de l'année, en poursuivant le bison durant ses propres déplacements migratoires.

Et parce que les Yankees tueront les bisons, ils tueront aussi, par la même occasion, le mode de vie d'Indiens qui perdront leur essence même d'Indiens à cette occasion.

C'est dire que l'Indien de la Réserve ne sera plus que la copie fantomatique du vrai Indien.

Sauf qu'au lieu de lui demander de lever la patte, comme le petit chien de cirque qu'il n'est pas, on lui demandera de figurer sur la photo de vacances prises par les touristes venus, depuis les quatre coins du monde, visiter les réserves indiennes.

C'est toujours ça de gagné s'agissant du revenu gagné, précisément, par ces pauvres diables.

Quant au Blanc, il va faire, lui, le chemin inverse, en développant, sur le sol américain, tour à tour l'agriculture, l'élevage et, finalement, l'industrie, sans parler des villes agglomérées autour des nouveaux pôles de croissance, ainsi que des voies de communication propres à les relier, et qui, une fois venues à l'existence, permettront, en retour, de développer plus encore la région occupée par les premiers colons.

Et même si tous ces gens, une fois installés dans l'Ouest, n'auront aucun État pour les contraindre du point de vue des lois, ils auront néanmoins, par devers eux, cette Loi Divine inscrite dans cette Bible qu'ils auront emmenée avec eux, et que c'est donc leur Foi en un Dieu Juste et Miséricordieux qui tiendra lieu, chez eux, de Loi Fondamentale.

C'est dire qu'eux-mêmes, qu'ils soient Mormons ou d'une autre secte appartenant à la mouvance chrétienne, respecteront les Dix Commandement que Moïse donna au peuple de Yahvé, depuis le sommet du Sinaï, ou que Jésus donna lui-même, à ses douze apôtres, durant ses déplacements, en leur compagnie, à travers toute la Palestine.

Leur vie, à ces colons blancs, une fois que l'on sait cela, se résumera donc à ceci :

Faire le bien autour de soi, faire des gamins, travailler dur, être honnête, épargner pour ses vieux jours, ne pas tromper sa femme ou son mari, être bon et juste avec sa famille, faire preuve de tempérance, sur le plan de la boisson, et finalement vénérer Dieu, tout en Le remerciant de Ses bienfaits, tous les jours de la semaine, et pas seulement le Dimanche, jour du Seigneur.

Cela peut paraître bête, mais c'est cela qui constitua l'essence même du capitalisme, une fois décliné à la sauce américaine, et une fois que l'on regarde celui-ci comme un mode ayant permis à l'humanité d'accéder à cette richesse qui, dans l'esprit de nos religieux fondamentalistes chrétiens, reposait sur le travail et sur l'épargne.

On objectera peut être que les États-Unis entreront dans la modernité au moment où le pays s'industrialisera, et au moment où ses habitants se cultiveront, et se civiliseront, aussi, par la même occasion, grâce à l'émergence de trusts dans tous les domaines : charbonnages, métallurgie/sidérurgie, bâtiments et génie civil, transports et leurs réseaux correspondants (trains à vapeur, bateaux à vapeur, trains électrifiés, routes et voitures, pose de l'électricité et de la lumière dans les villes, et, finalement concentration des capitaux dans des domaines tels que la presse et les médias), le tout étant financé par des banques à la taille toujours plus conséquente.

S'ajoute à cela l'émergence d'une classe prolétarienne toujours plus importante, et toujours mieux organisée, aussi, ne serait-ce qu'en raison d'entreprises industrielles à la taille toujours plus imposante, et concentrant, par cela même, un nombre croissant de travailleurs salariés dans leur propre sphère.

Or si tout cela représenta la forme monopolistique - et donc exacerbée - d'un capitalisme qui fut accompagné, dans son développement sur le territoire américain, par la concentration d'entreprises qui furent petites au départ, avant d'atteindre la taille des trusts dont nous venons de parler, c'est, ici comme ailleurs, la recherche du profit par les entrepreneurs concernés, qui fut à la base d'un pareil développement.

Or cette quête d'enrichissement était, dans l'esprit des premiers colons américains, une manière de rendre hommage à Dieu.

Bref - et même si certains lecteurs ne manqueront point de contester la chose - on peut dire ceci - quitte à verser dans la caricature - au moment d'expliquer le développement du capitalisme, sur le sol même des États-Unis, en le confrontant à tel ou tel mouvement religieux :

Si, en règle générale, les catholiques sont poussés à suivre l'exemple de leur hiérarchie, en profitant au maximum de la vie sur terre et de ses bienfaits, le protestantisme, lui, fait obligation, à ses membres, de travailler dur, et d'épargner le surplus qui, une fois réinvesti, grossira cette richesse que les protestants (le terme inclut, ici, les baptistes, anabaptistes, etc., et finalement toutes les sectes du même acabit), regarderont comme un hommage rendu à ce Dieu qui, au lieu d'être vénéré par eux uniquement le Dimanche à l'Eglise, le sera à travers tous les actes accomplis par eux, chaque jour que Dieu fait, et que, parmi ces actes, la volonté d'enrichissement par le travail et par l'épargne occupera une place très importante.

Mais il est bien évident, aussi, au moment d'expliquer l'avènement des États-Unis comme première puissance du monde - tant sur le plan politique que sur le plan économique - que ce pays profitera de sa situation géographique privilégiée, quand les deux grandes guerres mondiales du XXe siècle viendront déchirer, entre autres

régions du monde, la vieille Europe, permettant à ces mêmes États-Unis, de fournir, à leurs Alliés européens, une aide économique et militaire de première importance.

Et que c'est précisément durant ces deux guerres-là, que ce pays va rattraper, puis dépasser le Royaume Uni, et devenir, par la force des choses, la première puissance du monde.

Voilà pour ce qui concerne la première partie de l'histoire, ou, ce qui revient au même, le côté pile de la pièce, quand on parle de développement du capitalisme (un développement que nous avons étudié en prenant, ci-dessus, les États-Unis comme point d'ancrage, mais qui s'applique également à d'autres pays).

Côté face, le même pays, une fois devenu riche, au lieu de travailler plus, pour s'enrichir encore, va placer son épargne en la prêtant à d'autres contre un intérêt, et que ce sont ces autres-là, à force de sueur, qui vont supplanter les premiers, et pour peu qu'ils réussissent dans leur entreprise, comme première puissance du monde.

Pour cela ils devront vivre en paix avec leurs voisins, ce qui les obligera à nouer, avec eux, des relations diplomatiques d'une part, et à assurer leur propre sécurité d'autre part.

Quant au pays anciennement premier, il aura perdu son avance, sur les autres, à force de vivre sur la rente de son capital placé ailleurs, ce pays dont la force résidait, jusque là, sur le profit de ses entreprises productrices de biens et de services, ce qui n'est pas pareil.

Et parce que ses entreprises-là produisaient, une fois le pays bien développé, des biens à forte valeur ajoutée, ce sont eux, une fois comparés aux salaires versés à la main d'œuvre produisant de tels biens, qui expliquaient la grandeur des profits réalisés par les entreprises concernées, et qui expliqueront aussi, avec le temps, l'élévation du niveau de vie des producteurs eux-mêmes, puisque les gains de productivité profiteront également aux travailleurs salariés.

Quoi qu'il en soit, le même pays qui était une nation industrielle (tous secteurs d'activité confondus), à l'aube de son développement d'abord, et durant son passage à l'état de pays développé ensuite, va devenir, avec le temps, et moyennant le placement de l'épargne (créée ici, soit par ses propres ressortissants seuls, soit par les mêmes avec le concours de capitaux étrangers) à l'étranger, une nation de rentiers qui, bien que s'étant, parfois, spécialisés dans le maniement de l'argent comme banquiers internationaux, seront devenus, avec le temps, des rentiers vivant sur le produit de leur épargne, plutôt que des producteurs vivant sur leur travail productif.

A ceci près que cette nation-là va, tôt ou tard, chuter de son piédestal - ne serait-ce que parce que l'avenir appartient aux nations industrielles plutôt qu'à des nations de rentiers ayant investi leur épargne dans le développement des premières nommées.

Mais même à ce niveau, il ne faut pas confondre, à l'intérieur de chaque pays, une noblesse vivant de la rente foncière et du placement de sa fortune, dans le pays même, ou à l'étranger ; et des travailleurs salariés qui, vu leur faible revenu, n'ont pas cette possibilité.

Et même en tenant compte du fait que chaque pays a ses nobles, ou sa nomenclatura, ou telle classe parasitaire, à la fois pour la diriger et pour ponctionner le revenu de ses travailleurs salariés, le fait est qu'il existe des différences, au sein même du monde du travail, qui font qu'au niveau international les choses se présentent de la manière suivante :

Dans une économie nationale ouverte sur le monde extérieur, l'épargne destinée à financer la croissance de cette économie, est de plus en plus en mains étrangères, et de moins en moins en mains indigènes, ne serait-ce que parce que l'économie étrangère est plus performante, si l'on tient compte des bas salaires versés à la main d'œuvre de ces pays, que l'économie nationale.

Et si l'économie étrangère est plus industrielle, et donc rentable, que l'économie nationale, elle le doit à des travailleurs plus productifs, si l'on tient compte - comme on vient de le dire - des salaires assez faibles qui leur sont versés (et qui, de cette façon, vont créer des profits qui seront eux-mêmes placés, sous forme d'épargne rapportant un intérêt, à l'étranger, toutes les fois que la balance commerciale du pays en question sera excédentaire).

Ceci dit, plus le pays en question se débarrassera de sa classe parasitaire (du genre Ancien Régime) en adoptant la démocratie ou la république comme régime politique, et plus également - comme les États-Unis ont su le faire depuis qu'ils existent en tant que pays indépendant et souverain - le travail productif se substituera, chez lui, soit à du travail improductif, soit à l'absence de tout travail si les personnes concernées vivent uniquement de leurs rentes.

A l'inverse, en permettant à des rentiers, tout rois ou princes qu'ils soient, de vivre sur la rente foncière, ou sur l'intérêt d'un capital qui provient lui-même de la plus-value (au sens marxiste du terme) prélevée sur la classe salariée, ou encore d'un impôt prélevé sur une population dont la majorité est constituée, encore une fois, de travailleurs salariés, ils privent ces mêmes travailleurs d'un revenu que ceux-ci pourraient consacrer à une meilleure éducation ou à de meilleurs soins, et même à l'amélioration de l'entreprise pour laquelle ils travaillent.

On demandera alors pourquoi il existe encore des rois ou des princes dans certains pays ?

Réponse : car ils incarnent, dans nombre de cas, l'unité du pays lorsque son Gouvernement ou son Parlement se déchire en raison des factions très hétéroclites (sur les plans linguistiques, religieux, politiques ou culturels) qui le composent (à l'exemple de la Belgique aujourd'hui).

On dira peut-être que les nobles font vivre, avec leur mécénat, un certain nombre de personnes qui leur sont, par conséquent, très redevables - qu'il s'agisse des pauvres

ou des malades bénéficiant de soins fournis par l'association financée par le noble, ou qu'il s'agisse des artistes, savants, et autres chercheurs, toutes les fois que celui-ci investit son argent dans la culture, les arts ou la science proprement dite - recherche comprise.

Or un pareil mécénat, bien qu'il soit très profitable au genre humain grâce à des opérations philanthropiques qui, sans lui, n'existeraient tout simplement pas, ce mécénat-là nous transporte dans le même schéma que celui mettant en scène des entrepreneurs mafieux, toutes les fois que ceux-ci font vivre ceux qui travaillent pour eux dans le secteur du bâtiment ou des travaux publics, ou dans des secteurs illicites tels que la drogue, la prostitution, etc. :

A savoir que nous sommes en présence, ici, d'une minorité de gens qui tirent les ficelles - que ce soit en possédant un patrimoine foncier et en titres boursiers très important - s'agissant des nobles -, ou que ce soit en contrôlant les marchés publics et en rackettant les commerçants ainsi que les entreprises installées dans la région contrôlée par la mafia, - s'agissant des mafieux à la tête de celle-ci.

Or le monopole exercé, d'une manière ou d'une autre, par ces gens-là, représente de l'argent qui, en étant détourné de l'État - et donc de la collectivité dans son ensemble -, en raison du non paiement des impôts lorsque la fortune concernée est cachée dans un paradis fiscal, ou lorsque le riche paie de très faibles impôts, grâce à des accords passés avec l'État, sur les biens-fonds possédés par lui, tout cela est de l'argent qui, en n'allant pas à la collectivité, ne va pas non plus à ceux qui, en son sein, ne peuvent point étudier, ni se former à des métiers convenables, et encore moins se soigner correctement, faute d'un revenu suffisant, situation qui les accroche à l'obligation de ne jamais pouvoir changer de statut social.

Bref, quand une société est figée dans sa structure et du point de vue de la mobilité sociale (en raison, ici, du fait que les pauvres ne peuvent jamais quitter leur pauvreté, en l'absence d'assistance pour les soutenir), il est vain de croire que l'existence d'un marché libre, pourra, dans ces conditions, supprimer les inégalités et permettre à tous d'accéder à la richesse.

Et que l'on ne vienne pas nous objecter que l'assistance aux pauvres, sous la forme du mécénat fourni par les nobles, les rendra riches.

Car si ce sera effectivement le cas pour un petit nombre d'entre eux, il n'y a qu'un régime fondé sur la démocratie en politique, et sur l'économie sociale de marché, en économie, qui permettra d'obtenir les meilleurs résultats, pour le plus grand nombre, à cet égard.

Sauf que la richesse ne tombant pas du ciel, la population d'un pays sera riche de la richesse de ses membres, en terme de formation et de savoir faire, dans les différents métiers sur lesquels une société moderne doit pouvoir compter pour mériter ce titre.

Ci-dessus nous avons vu qu'un pays, une fois devenu riche grâce au labeur de ses habitants, va commencer à vivre de ses rentes quand ces mêmes habitants vivront

eux-mêmes de leurs rentes et du placement de leur fortune, plutôt que du seul revenu tiré de leur travail.

Et comme nous sommes, ici, avec un pays dont le surplus économique va se traduire, le moment venu, par des excédents commerciaux, dans ses rapports d'échange avec les autres pays, ces excédents-là, seront placés, par lui, à l'étranger, sous la forme d'un avoir en titres ou en biens réels qui seront, le plus souvent, des entreprises ou des banques (ou une partie d'entre elles si un marché d'actions existe pour elles) - tout ceci étant destiné à rapporter un revenu, sous une forme ou une autre, au détenteur du bien concerné.

Mais il arrivera, parfois aussi, comme aux États-Unis de nos jours, que le pays, une fois complètement développé, au lieu d'investir l'épargne de ses ressortissants à l'étranger, vivra, au contraire, de l'épargne étrangère.

Cette épargne étrangère, d'où provient-elle, à quoi faut-il l'attribuer ?

Réponse : dans le cas des États-Unis, au fait que ce pays possède une balance commerciale extérieure en déficit.

Et pareil déficit de reposer lui-même sur des coûts trop élevés, au sein des entreprises américaines.

On sera complet, à ce sujet, en disant que ces coûts-là, au lieu d'être uniquement des coûts internes à l'entreprise - coûts parmi lesquels figurent les salaires versés à ses propres travailleurs salariés - ces coûts-là incluent également, si l'on regarde la nation dans toutes ses composantes, les revenus d'une classe de rentiers politiques et de hauts fonctionnaires de l'État qui coûtent d'autant plus cher (sous entendu : à la société des producteurs) que leur revenu augmente par rapport à celui des travailleurs oeuvrant dans le secteur productif (et donc concurrentiel) de l'économie.

A partir de là, de deux choses l'une : ou bien le pays devra taxer les produits étrangers qui font concurrence, vu leur faible prix de production, aux produits indigènes, ou bien les entreprises indigènes devront, d'entente avec les autorités, réduire les salaires et augmenter les cadences de travail afin d'abaisser les coûts de leurs propres productions.

Mais là encore, tout cela ne suffira pas si les entreprises sont des conglomérats dirigés par des trusts composés d'hommes d'affaires d'un côté, et de politiciens de l'autre, tous vivant très au-dessus des possibilités offertes par l'économie indigène une fois celle-ci plongée dans la concurrence internationale.

On précisera néanmoins que les États-Unis d'Amérique forment, en vertu de leur taille gigantesque, un marché bien plus autarcique que ne l'est, par exemple celui d'une Allemagne qui doit sa prospérité en grande partie à l'exportation des produits de ses entreprises.

Toujours est-il qu'à taille égale, l'Union Européenne (dont l'Allemagne est partie prenante) épargne plus, par tête d'habitant, que les États-Unis, et que c'est elle, épargne, qui soutient, au sein de l'Union, à travers l'investissement, la croissance de cette dernière sur le plan économique (laquelle croissance est d'ailleurs obérée chaque fois que les États membres de l'UE cherchent à équilibrer leur budget en période de crise, puisque, en ce cas, la réduction des coûts s'accompagne d'une réduction de la demande effective).

Aux États-Unis, par comparaison, le revenu national dépend très largement, de nos jours, non seulement de la consommation, mais d'une consommation financée par le crédit.

On peut donc dire que chez eux, le flux des revenus va de la consommation (financée à crédit) à l'investissement plutôt que le contraire ; alors que, chez les pays d'Asie (Japon, Corée, Chine, etc.) et de l'Europe (l'Allemagne notamment), le flux de revenu part de l'épargne (et de son corollaire, l'investissement) pour aller vers la consommation (laquelle représente, en quelque sorte, une variable résiduelle) ; non sans accorder une part importante (comme au Japon, en Corée, en Chine, ou en Allemagne) à l'exportation.

Mais cela signifie également que les États-Unis, en vivant sur un crédit financé, en dernier ressort, par une épargne étrangère, doivent payer, à ces pays-là, un intérêt qui, au final, constitue une entrave à la compétitivité des entreprises américaines impliquées dans le secteur international.

C'est le moment de préciser que ce secteur inclut le marché américain lui-même toutes les fois que les autorités américaines autorisent, sans aucune entrave d'aucune sorte, l'importation de produits étrangers qui font ici concurrence à ceux des entreprises résidant sur le territoire même des États-Unis.

Ci-dessus nous venons de comparer l'état économique de nations dont les ressortissants, ou bien vivent au-dessus de leurs moyens en achetant leurs biens à crédit, ou bien ne vivent pas au-dessus de leurs moyens en achetant ces mêmes biens par leur seul revenu gagné par le travail.

Et, ce faisant, nous avons vu que le coût du crédit à la consommation (ici en la personne du taux d'intérêt) constitue une entrave lorsqu'il s'agit de comparer les prix de production des produits réalisés dans les différents pays.

Mais là encore, il nous faut préciser que ces prix de production-là couvrent des frais qui dépassent le seul cadre des entreprises - puisqu'ils concernent, dans le cas qui nous occupe, le crédit à la consommation.

Cela signifie donc qu'à l'échelle internationale, chaque pays doit être regardé comme une seule et même entreprise dont certains coûts sont directement productifs, et dont certains autres ne le sont pas (et, notamment, les revenus des politiciens

lorsque ceux-ci ne participent pas - par exemple, par des actions diplomatiques destinés à favoriser les échanges commerciaux entre leur pays et tel ou tel pays étranger - à l'expansion des entreprises nationales, que ce soit dans le cadre du territoire national ou à l'extérieur).

Idem lorsque l'État pèse, avec ses nombreux fonctionnaires (et notamment lorsque ceux-ci, grassement payés, occupent les plus hauts postes au sein de l'administration et des institutions politiques chargées de gérer le pays) un poids trop important relativement à celui des entreprises du pays impliquées dans la compétition internationale. Puisque, en ce cas, ce même État représente, en vertu de ses coûts trop élevés, une entrave à la compétitivité desdites entreprises.

Ce n'est pas pour autant - il est bon de le souligner au passage - qu'il faille jeter à la rue, d'un seul tenant, des fonctionnaires ou des employés d'État qui jusque là étaient d'ailleurs très mal payés (que ce soit comme personnel soignant travaillant dans le secteur public, ou comme enseignants travaillant dans le même secteur, ou comme policiers chargés de la sécurité publique, etc., etc.) à cause d'un État au bord de la faillite en raison, entre autres, du coût important de sa dette.

Car cet État-là a été victime, la plupart du temps, du népotisme et de la prévarication de ses dirigeants, tous mafieux endimanchés et politiciens corrompus qui ont vidé le Trésor Public pour leur seul profit personnel et celui de leur caste.

Quant aux entreprises privées, elles ont été vidées (ou seront vidées, si cela n'est pas encore arrivé) de leur substance toutes les fois que leur PDG s'est rempli (ou se remplira) personnellement les poches ; que ce soit en démantelant l'entreprise et en ne gardant, en son sein, que les secteurs les plus rentables (ce qui ne prouve pas que les autres ne l'étaient pas) aux seules fins de faire monter le cours boursier du titre de l'entreprise ; ou que ce soit en se votant un parachute doré - pour le cas où - au moment de son investiture en tant que PDG.

Pour en revenir aux États-Unis d'Amérique, il ne faut pas confondre, chez eux, d'une part le crédit à la consommation comme moyen de stimuler l'économie, et, d'autre part, un déficit de l'État qui, une fois cumulé période après période, a engendré une dette toujours plus impressionnante, relativement au PIB créé chaque année par le pays.

Certains, aux États-Unis, s'offusquent d'ailleurs, à cet égard, de la charge (abyssale) en intérêts que devront payer les générations futures.

Mais là il faut parler clair : si un monsieur comme le très compétent Ben Bernanke n'avait pas injecté, depuis la FED et sa politique de très bas taux d'intérêt, des milliards de dollars dans l'économie américaine, le monde entier vivrait aujourd'hui dans la dépression (avec son cortège de chômeurs à chaque coin de rue, sa déflation, sa misère, ses suicides, et tutti quanti).

On ne peut donc pas faire grief, aujourd'hui, à ces mêmes États-Unis, de soutenir l'économie monde, plus exactement d'avoir soutenu, durant la période 2009-2013,

cette économie-là, en soutenant sa propre économie grâce à des mesures de type keynésien.

Du moins pour ce qui touche à la politique monétaire, car sur le plan budgétaire proprement dit, le Congrès s'est montré beaucoup moins dépensier que ne l'auraient voulu MM. Obama et Bernanke, pour ne citer que ces deux personnalités.

Si donc ce pays est actuellement fortement endetté, il doit cette grâce - si l'on ose s'exprimer ainsi - à sa politique conjoncturelle, et dans un pareil contexte, aux plans de sauvetage destinés à soutenir ses grandes banques ou ses grandes entreprises en difficulté, plutôt qu'à la structure même de son économie.

Mais si, à contrario, ces mêmes États-Unis avaient pratiqué, durant ces dernières années, le même genre de politique économique - sur les plans monétaire et budgétaire - que, par exemple, l'Allemagne dirigée aujourd'hui par la très protestante, sur le plan religieux, et par la très austère, sur les plans budgétaire et monétaire, Dame Angela Merkel, le monde serait, aujourd'hui même, en totale dépression sur le plan économique.

Que cette dame ne connaisse point, personnellement, la dépression [a] prouve qu'elle est faite du même métal que Feu Madame la Baronne, laquelle était aussi insensible, durant la décennie 1980-1990, au sort des travailleurs anglais de la mine, que ne l'est, aujourd'hui même, la Première Dame du pays d'Outre Rhin - chimiste de formation, et grande alchimiste devant l'Éternel pour tout ce qui touche à la conjoncture - à l'égard des travailleurs grecs ; ou inversement.

[Note a : les présentes lignes ont été écrites en 2013, soit à une époque où tous les pays membres de l'Union Européenne connaissaient des taux de croissance du PIB quasi nuls, voire négatifs]

Or c'est bien de structure dont nous parlons quand nous disons, ci-dessus, que les Américains ont eu tendance, avec les années, à vivre au-dessus de leurs moyens en payant une partie de leurs biens à crédit.

Qui plus est, ce n'est pas tant le crédit en soi qui, avec ce qu'il coûte en intérêt, est préjudiciable à la santé de l'économie d'une nation, que le fait que les travailleurs salariés refuseront, plus tard, de travailler plus, pour le même salaire, afin de payer les intérêts sur leur consommation à crédit.

Et c'est précisément un tel refus qui représente (ou qui représentera, le moment venu) une entrave dans le domaine de la compétitivité des entreprises nationales impliquées dans la concurrence internationale. Puisque, en effet, à ce niveau, la dette, qu'elle soit étatique ou privée, doit être comptée - ici avec ses charges en intérêts - comme un coût externe à l'entreprise qui, une fois celle-ci impliquée sur le plan international, doit être internalisé, et qui a pour effet, à ce niveau, de grever la compétitivité des entreprises.

Ajoutons immédiatement, à la décharge des travailleurs qui ont payé une partie de leurs biens à crédit, que même s'ils voulaient travailler plus, à l'avenir, afin de payer